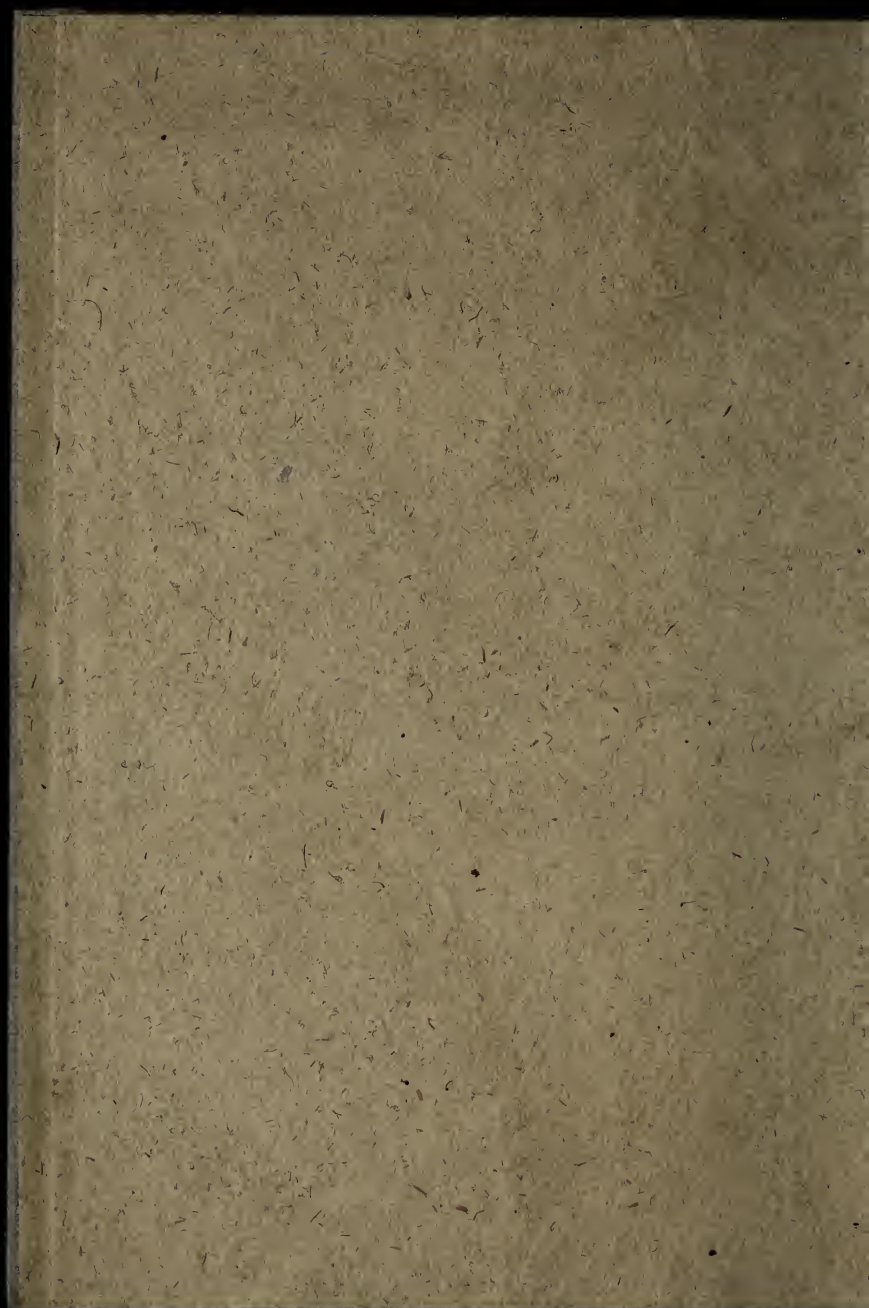


cap. 1

151





17. Decembre 1639.

DECLARATIONS

DV ROY,

Spécial.

Portant Interdiction, des
Cours de Parlement, des
Aydes, & Bureau des
Finances de Roüen.



Iouxtela copie imprimée à ROVEN.

A PARIS,

Par A. ESTIENE & P. ROCOLET,
Imprimeurs ordinaires du Roy,

Ruë S. Iacq. au College Royal, deuant S. Benoist,

M. DC. XL.

Avec Privilège de sa Majesté.

+

Case

F

39

. 326

1640 fa

THE NEWBERRY
LIBRARY



DECLARATION DV ROY,
Portant Interdiction de la Cour de
Parlement de Roijen.

LO V I S par la grace de
Dieu Roy de France & de
Nauarre, A tous ceux qui
ces presentes Lettres ver-
ront, Salut. Lors que les
Rois nos predecesseurs en instituant les
Parlemens, leur ont commis vne si grande
partie de leur puisſance & de leur autorité,
ce n'a pas seulement esté pour rendre la Ju-
stice à leurs Sujets, mais aussi pour les con-
tenir dans les deuoirs d'une parfaite & le-
gitime obeïſſance; c'est pourquoy ils ne
se sont pas contétez de déposer entre leurs
mains leur Iustice distributive, mais afin
d'obliger les peuples vers eux à vne plus
grande reuerence, ils les ont honorez des
plus augustes marques de leur Grandeur,
& des ornemens mesmes de la Royauté:

Ainsi, tant que ces Compagnies Souueraines ont avec zele & courage fait respecter la Majesté Royale, les Rois se sont pleus à les maintenir en leur dignité, à recognoistre leurs seruices, & à leur departir liberalement leurs faueurs. Mais lors qu'elles ont negligé le principal deuoir de leurs charges, qui consiste à conseruer la reuerence deuë à l'autorité du Prince, Les mesmes Rois nos predecesseurs ont tousiours estimé avec grande raison, qu'en telles occasions la seuerité estoit necessaire pour éuiter les dangereuses suites d'un pernicieux exemple, lequel ne scauroit estre pire que lors que le peuple, qui imite volontiers les actions des Magistrats ordonnez pour sa conduite, voit abaisser par leurs propres mains la Majesté du Souuerain, qu'ils deuroient releuer & soustenir aux despens mesmes de leur vie. C'est cette consideration qui, à nostre grand regret, nous oblige d'vser de chastiment envers nostre Cour de Parlement de Rouën : Puisque durant que nous estions sur les frontières de nostre Royaume, exposant nostre Personne aux incommoditez & aux perils d'un long voyage pour le bien de nos Subiets, Il a veu & souffert qu'une populace mutinée ayt pris les Armes, ayt démoly

les Maisons qui seruoient de Bureau à nos Receptes, en ayt emporté les Titres avec l'argent de nos Finances, ayt trempé ses mains dans le sang de ses Concitoyens, & commis tous les crimes dont est capable la fureur d'une sédition, que la negligence, la conniuece & la lascheté des Magistrats laisse croistre iusques aux derniers excès que peuuent produire l'audace & la temerité lors qu'elles ne sont point reprimées: Cette faute est si grande en ceux qui ont receu la plus précieuse partie de nostre puissance, & qui par vn priuilege particulier, ayant aussi le commandement des Armes de nostredite Ville de Rouën, estoient doublement obligez d'arrester le cours de ces desordres, que nous ne pouuons seulement la dissimuler, mais nous nous trouuons contraincts de la punir par vn chastiment exemplaire, afin de retenir dans le deuoir ceux qui voudroient se porter à l'aduenir à de semblables actions. S'ç AVOIR FAISONS, Que nous pour ces causes estant deuëment informez de la faute & mauuaise conduite de nostredite Cour de Parlement sur le fait desdites Rebellions, De l'Aduis de nostre Conseil, où estoient nostre tres-cher & tres-amé Frere vnique

le Duc d'Orleans, & autres Principaux Seigneurs & Officiers de cette Couronne; Avons dit & déclaré, disons & déclarons par ces presentes signées de nostre main, voulons & nous plaist, Que nostre dite Cour de Parlement de Roüen & Officiers d'icelle, demeurent interdits, Comme de fait nous les interdisons de tout exercice & fonction de Iustice soit en corps ou autrement: Défendons à tous nos Subjets de son ressort, de recognoistre lesdits Officiers en qualité de Iuges, Declarons dès à present tous Jugemens, Arrests, & autres actes qu'ils pourroient rendre cy-aprés nuls & de nul effect, & ce iusques à ce que par nous autrement en ayt esté ordonné. Commandons à nos Huissiers qu'à ce faire commandons, se transporter à ladite Cour de Parlement de Roüen, & icelle seante, luy signifier ces presentes nos Lettres d'Interdiction, à ce qu'elle n'en pretende cause d'ignorance, luy faisant commandement d'y deferer & obeïr: Et aux Officiers d'icelle, de sortir quatre iours apres ladite signification, de ladite Ville, & se rendre à nostre Cour & suite, sur peine d'estre procedé contre eux comme contreuenans à nos commandemens: Faisant à cette fin par lesdits

Huiffiers, tous exploits requis & necessaires, sans demander plaect, visa ne pareatis : Non obstant aussi Clameur de Haro, Chartre Normande, prise à partie, & autres choses à ce contraires : CAR tel est nostre plaisir. En tesmoin dequoy nous auons fait mettre nostre Seel à celsdites presentes. **DONNE'** à Saint Germain en Laye le dix-septième iour de Decembre l'an de grace mil six cens trente-neuf, & de nostre regne le trentième. Signé, **LOVIS**, & sur le reply, Par le Roy, **PHELYPEAUX**, & scellée sur double queue du grand Sean de cire jaune.

L'An mil six cens quarente, le troisième iour de Ianuier, enuiron les sept à huit heures de matin, Nous Nicolas Tourte & Claude le Gay Huiffiers ordinaires du Roy en ses Conseils d'Etat & Priué, suiuant le commandement à nous fait de la part de sa Majesté, par ordre de Monseigneur le Chancelier, Sommes transportez en la grande Chambre du Conseil de la Cour du Parlement de Rouen, au Palais de ladite Ville, où estoient toutes les Chambres assemblées, & parlant à tous les Sieurs Presidens & Conseillers du Roy y seans, leur auons monstré & signifié les Lettres Patentes de ladite Majesté, portant interdiction de l'exercice & fonction de leurs charges, données à S. Germain en Laye le dix-septié-

me iour de Decembre dernier, signées, LOUIS,
 & sur le reply, Par le Roy, Phelypeaux, & seel-
 lées, Desquelles leur a esté fait lecture à haute
 voix par nous Tourte, & leur auons fait com-
 mandement de par sa Majesté, de se separer pre-
 sentement en nos presences, & retirer chacun
 d'eux en leurs Maisons, sans faire aucune assem-
 blée ny deliberation, & déclaré qu'ils n'ont plus
 de pouuoir, de faire aucune fonction de leurs
 charges, à ce qu'ils n'en pretendent cause d'igno-
 rance, & ayent à y obeir: A quoy ils ont satis-
 fait, & sommes demeurez en ladite Chambre,
 iusques apres les auoir veus tous sortir d'icelle,
 ausquels auons baillé & laissé copie desdites Let-
 tres avec autant de nostre present procès verbal,
 & icelle mise es mains de l'un d'eux, Et auons à
 l'instant enjoint à Maistre Sançon Vaignon,
 Greffier en chef de ladite Cour de Parlement,
 estant en ladite Chambre, d'aller voir & parler à
 Mondit Seigneur le Chancelier, & luy porter son
 Registre qu'il tient en l'exercice de son Greffe, ce
 qu'il nous a promis faire. Laquelle signification,
 interdiction & contenu cy dessus, nous auons
 aussi à l'instant denoncé & fait scauoir aux Sieurs
 Gens du Roy de ladite Court, parlant au Sieur le
 Guerchoys, Conseiller du Roy & son Aduocat
 General en ladite Cour de Parlement, en leur
 Parquet, à ce que de leur part ils ayent à y satis-
 faire & obeir.

Signé, TOVRTE & LE GAY.

DECLA-

DECLARATION DV ROY
portant Interdiction de la Cour des
Aydes de Rouen.



NOUS par la grace de Dieu
Roy de France & de Navarre
à tous ceux qui ces présentes
lettres verront, Salut. Comme
nous sommes obligez pour
soutenir les despenses de la guerre de fai-
re diuerses levées sur nos peuples. Nous
avons fait l'establissement de plusieurs droits
par nos Declarations & Arrests de nostre
Conseil, dont nous venant pour eulx les lon-
guez qu'apporcent les Compagnies à l'en-
registrement nous ne leur en avons fait
l'adresse, Mais nous nous sommes conten-
tez de suivre les formes accoustumées en
pareille nature d'affaires, qui sont plus
promptes à l'exécution. Neantmoins lors
que nous en pensions tirer le secours & l'as-
sistance en nostre Prouince de Normandie,
nostre Cour des Aydes établie en nostre
Ville de Rouen, par vn attentat extrordi-
naire sur nostre autorité, a fait des desordres

ses de faire aucunes leuées de deniers, ny
 de mettre à execution aucuns Edicts qu'ils
 n'eussent esté enregistrez en leur Compa-
 gnie. Ce qui a donné sujet à nos subjets de
 nostredite Prouince (sous ce pretexte) de
 retarder de payer ce que nous auions or-
 donné, & en suite de faire les souleuemens
 qui sont arriuez en icelle. Au moyé dequoy
 nous auons esté priuez (au grand preiudice
 de nos affaires) du prompt secours que nous
 nous estions promis desdites leuées. Et
 d'autant que ce procedé qui est tres-prei-
 dictable à nostre seruice, a esté cause des
 desordres qui se sont passez en ladite Pro-
 uince, nous oblige à faire sentir à ladite
 Cour des Aydes les effects de nostre indi-
 gnation; & la priuer de l'autorité dont elle
 abuse; & s'est rendue indigne: **SAVOIR**
FAISONS, Que nous pource causes, De
 l'Auis de nostre Conseil, où estoient no-
 stre très cher & tres-ame frere unique le
 Duc d'Orleans, & autres principaux Sei-
 gneurs & Officiers de ceste Couronne,
 A VONS dit & déclaré, disons & déclarons
 par ces presentes signées de nostre main,
 voulons & nous plaist, Que ladite Cour des
 Aydes de Roüen & les Officiers d'icelle,
 demeurent interdits, comme de fait nous

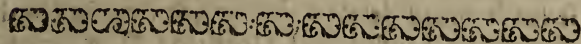
les interdisons de tout exercice & fonction de leurs charges, Defendons à tous nos Sujets de les recognoistre en qualité de Juges, Declarans dès à present tous Arrests, jugemens, & autres actes que ladite Cour pourroit rendre cy-apres, soit en corps ou autrement, nuls & de nul effet, & ce iusques à ce que par Nous autrement en ait esté ordonné. Commandons à nos Huissiers qu'à ce faire commettons, se transporter à ladite Cour des Aydes de Roüen, & icelle seante, luy signifier ces presentes nos Lettres d'interdiction, à ce qu'elle n'en preten-de cause d'ignorance, Luy faisant commandement d'y deferer & obeir, & aux Officiers d'icelle, de sortir quatre iours apres ladite signification, de ladite Ville, & se rendre à nostre cour & suite, sur peine d'estre procedé contr'eux comme contreuenans à nos commandemens. Faisant à cette fin par lesdits Huissiers tous exploits requis & necessaires, sans demander placet, visa ne pareatis, nonobstant aussi Clameur de haro, Chartre Normande, prise à partie, & autres choses à ce contraires: CAR TEL est nostre plaisir. Entesmoïn dequoy nous auons fait mettre nostre seel à cesdites presentes. DONNE' à Saint Germain en Laye

le dix-septième iour de Decembre l'an de
 grace mil six cens trente-neuf, & de nostre
 regne le trentième. Signé, LOVIS, Et
 sur le reply, Par le Roy, PHELYPEAUX. Et
 scellée sur double queue du grand Seel en
 cire jaune.

L'An mil six cens quarente, le troisième iour de
 Ianuier, enuiron les neuf à dix heures de ma-
 tin, Nous Nicolas Tourte & Claude le Gay Hui-
 siers ordinaires du Roy en ses Conseils d'Estat &
 Priués sous signez, Suiuant le commandement à
 nous donné de la part de sa Maiesté par ordre de
 Monseigneur le Chancelier, sommes transportez
 pardeuers les Sieurs Presidens & Conseillers du
 Roy de la Cour des Aydes de Roijen, assemblez au
 lieu où ils exercent la Iustice deuant l'Eglise No-
 stre Dame, & parlant à eux, leur auons monstré &
 signifié les Lettres patentes de sa Maiesté, portant
 Interdiction de l'exercice & fonction de leurs
 charges, données à Saint Germain en Laye le
 dix-septième iour de Decembre dernier, Signées,
 LOVIS, & sur le reply, par le Roy, PHELYPEAUX,
 & scellées du grand sceau de cire jaune. Desquel-
 les leur a esté fait lecture à haute voix, par nous le
 Gay, & leur auons fait commandement de par sa
 Maiesté, de se separer presentement, & retirer cha-
 cun d'eux en leurs maisons, sans faire aucune as-
 semblée ny deliberation, & déclaré qu'ils n'ont
 plus de pouuoir de faire aucune fonction de leurs

charges. A quoy ils ont satisfait, & sommes demeurez en la Chambre où ils estoient assemblez, iusques & apres les auoir veus tous sortir d'icelle, auxquels auons baillé & laissé copie desdites Lettres avec autant de nostre present procez verbal, & icelle mise és mains de l'un d'iceux. Et à l'instant auons enioint à Maître Charles de l'Estoile Greffier en chef de ladite Cour des Aydes, estant en ladite Chambre, d'aller trouuer mondit Seigneur le Chancelier, & luy porter son Registre qu'il tient en l'exercice de son Greffe, ce qu'il a promis faire. Laquelle signification, Interdiction & contenu cy-dessus, nous auons à l'instant denoncé & fait sçauoir aux sieurs Gens du Roy de ladite Cour, parlant au sieur le Page Procureur General estant en ladite Chambre, à ce que de leur part ils ayent à y obeïr & satisfaire.

Signé, TOVRTE, & LE GAY.



DECLARATION DV ROY,
portant Interdiction des Officiers du Bureau
des Finances de Roüen.

LOVIS par la grace de Dieu Roy de France & de Nauarre, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Les Charges de Tresoriers de France ayans esté principalement establies par les Roys nos predecesseurs & par Nous, pour faciliter la leuée & imposition de nos deniers, selon que la necessité

du temps & des affaires le pouuoit requerir pour le bien de cét Estat, Nous deuions esperer, sur les occasions qui se passent & nous obligent à des dépenses extraordinaires, pour nous opposer aux desseins & entreprises de nos Ennemis, Que les Officiers du Bureau de nostre Generalité de Roüen fauoriseroient aurât qu'il dépend du faict de leurs charges, l'Impositiõ des sommes que nous sõmes contrains de faire leuer sur nos Sujets de ladite Generalité, pour subuenir aux dépenses de la Guerre, & nous remontreroient ce qui est de leur fidelité & affection au bien de nostre seruice: Mais tant s'en faut qu'ils ayent satisfait à ce qui est en cela de leur deuoir, qu'au contraire par vn mépris preiudiciable à nostre autorité, qui fait voir la part qu'ils ont prise aux souleuemens populaires qui sont arriuez depuis n'aguères tant en ladite Ville de Roüen, qu'autres de la Prouince de Normandie, ils ont refusé de restablir dans ladite Ville les Bureaux de Recepte de nos Droicts, qui auoient esté bruslez par les seditieux. Ce qui a regardé la leuée des sommes par Nous ordonnée estre faite dans l'estenduë de ladite Generalité, & nous priue en ce faisant du prompt secours que nous nous en estions promis. Et d'autant qu'une si grande faute commise par lesdits Officiers, merite d'estre reprimée, & que nous leur facions sentir les effects de nostre indignation; Sç AVOIR faisons, Que Nous, pour ces causes, De l'Advis de nostre Conseil, où estoient nostre tres-cher & tres-ame Frere vniue le Duc d'Orleans, & autres principaux Seigneurs & Officiers de cette Cou-

ronne, A V O N S dit & déclaré, difons & déclara-
 rons par ces presentes signées de nostre main,
 Voulons & nous plaist, Que lefdits Tresoriers de
 France au Bureau de ladite Generalité de Roüen,
 demeurent Interdits; comme de faict nous les
 interdisons de tout exercice & fonction de leurs
 Charges. D E F E N D O N S à tous nos Subjets de
 ladite Generalité, tant comptables qu'autres, de
 les recognoistre en ladite qualité, Declavons dès à
 present tous lugemens, Ordonnances, Sentences
 & autres Actes qu'ils pourroient rendre cy-apres
 audit Bureau, nuls & de nul effect, & ce iusques à
 ce que par nous autrement en ait esté ordonné.
 Commandons au premier nostre Huissier ou Ser-
 gent qu'à ce faire commettons, se transporter au
 Bureau desdits Tresoriers de France de Roüen,
 & lefdits Officiers seans, leur signifier ces presen-
 tes nos Lettres d'Interdiction, à ce qu'ils n'en pre-
 tendent cause d'ignorance: Leur failans comman-
 dement de par Nous d'y deferer & obeïr, & faire à
 ceste fin tous exploits necessaires, sans demander
 placet, visa ne pareatis, Nonobstant Clameur de
 Haro, Chartre Normande & prise à part, & au-
 tres choses à ce contraires: C A R tel est nostre
 plaisir. En telmoin dequoy nous auons fait me-
 tre nostre Seel à celsdites presentes. D O N N É à
 Saint Germain en Laye le quinzième iour de De-
 cembre, l'an de grace 1639. Et de nostre regne le
 trentième. Signé, L O U I S. Et sur le reply, Par
 le Roy, P H E L Y P P E A V X. Et sceillée sur double
 queue du grand Seel en cire jaune.

L'An mil six cens quarante le troisieme iour de Ianuier, à dix heures du matin, N o y s Nicolas Tourte & Claude Le Gay Huissiers ordinaires du Roy en ses Conseils d'Estat & Priné, sous- signez: Suiuant le Commandement à nous fait de la part du Roy, par ordre de M^{seigneur} le Chancelier, Sommes transportez au Bureau des Sieurs Presidens & Tresoriers Generaux de France à Rouën, assemblez en iceluy, auxquels auons monstre & signifié les Lettres Patentes de sa Majesté, portant Interdiction de leurs Charges, données à Saint Germain en Laye le quinziesme iour de Decembre dernier, signées, LOVIS, Et sur le reply, Par le Roy, Phelypeaux, desquelles leur a esté fait lecture à haute voix par nous Tourte: Et leur auons fait commandement de par la Majesté de se separer presentement, & se retirer chacun d'eux en leurs maisons, sans faire aucune assemblée ny deliberation. Et de ce qu'ils n'ont plus de pouuoir de faire aucune fonction de leurs Charges, à ce qu'ils n'en prétendent cause d'ignorance, & ayent à y obeir. A quoy ils ont satisfait: Et sommes demeuréz audit Bureau iusques & apres les auoir vus tous sortir d'iceluy, auxquels auons baillé & laissé copie tant desdites Lettres que du present proces verbal, & icelle mise es mains de l'un d'eux. Et à l'instant auons enjoint à Maître Alexandre Guener Greffier audit Bureau, d'aller trouuer & parler à Mondit Seigneur le Chancelier, & luy porter son Registre qu'il tient en l'exeroice de son Greffe; ce qu'il a promis faire.

Signé, TOURTE, & LE GAY.

